Vol. 13, nº 10, 15 mars 2013

Charles Akande, rédacteur

Genève en bref

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

La XVI^e série du PTP s'achève : le Japon fait une annonce

Les négociations du PTP se sont terminées le 13 mars, et les négociateurs ont déclaré avoir réalisé de bons progrès dans certains secteurs des pourparlers, notamment les douanes, les télécommunications, la cohérence réglementaire et le développement. Il s'agit dans tous les cas de secteurs dans lesquels le travail qu'il reste à accomplir sur les textes juridiques ne se fera qu'aux dernières étapes des négociations. Cette réalisation, selon les fonctionnaires du PTP, permettrait aux négociateurs principaux de se consacrer principalement à progresser sur les questions plus difficiles, notamment les droits de propriété intellectuelle (DPI), la concurrence et l'environnement.

Les négociateurs ont admis que les pourparlers sur les enjeux les plus coriaces sont demeurés difficiles. Des chapitres comme les DPI, et en particulier les produits pharmaceutiques et les entreprises d'État (EE), en sont restés à l'étape exploratoire, c.-à-d. la mise à l'essai d'idées nouvelles plutôt que des négociations fondées sur le texte.

Les autres secteurs qui ont été abordés pendant cette XVI^e série étaient : le cybercommerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce et les marchés publics, les biens, les services et l'investissement.

Le rythme des pourparlers s'est indubitablement accéléré, particulièrement si on le compare à la série d'Auckland (XV). Les négociateurs principaux ont déclaré qu'ils avaient atteint l'objectif établi pour Singapour, en l'occurrence de « [TRADUCTION] mettre les négociations sur la voie rapide menant à la conclusion » d'un accord en 2013. On avait « la nette impression que les négociations changeaient de vitesse » a déclaré l'hôte, la négociatrice principale de Singapour, M^{me} Ng Bee Kim.

Sur le plan de l'accès aux marchés, les deux nouveaux venus, le Canada et le Mexique, ont partagé leurs propositions tarifaires respectives avec d'autres partenaires du PTP. Les fonctionnaires du PTP ont déclaré que des échanges productifs ont eu lieu sur les ensembles tarifaires, non seulement en agriculture, mais également dans les secteurs des biens industriels et des textiles. Ce dernier a revêtu une importance énorme lors des pourparlers bilatéraux entre le Vietnam et les É.-U.

Les 11 pays se sont entendus pour continuer de progresser sur ces questions en tenant des réunions intersessions d'ici la prochaine série, qui doit se tenir à Lima du 15 au 24 mai 2013. Entre temps, les ministres du PTP se réuniront en marge de la Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce qui se déroulera à Surabaya, en Indonésie, les 20 et 21 avril 2013, afin de discuter des progrès réalisés d'ici là et de donner des directives supplémentaires à leurs négociateurs respectifs.

L'annonce de M. Abe

Comme on l'avait prévu, le premier ministre du Japon, M. Shinzo Abe, a officiellement annoncé, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a donnée le 15 mars, que le Japon était intéressé à se joindre au PTP. Il a déclaré qu'il ne souhaitait pas que le Japon devienne un pays « retourné sur lui-même», qui cède à d'autres pays d'Asie la possibilité de tirer parti de la croissance qui se produit à l'extérieur de leurs frontières en ouvrant leur économie; il a cité la Corée comme exemple d'un pays qui a récemment signé des ALE avec les É.-U. et l'UE.

« [TRADUCTION] Si le Japon seul reste retourné sur lui-même, il n'a aucune chance de réaliser la croissance. Aucune entreprise ne sera disposée à investir au Japon, a déclaré M. Abe, ajoutant que le PTP est un cadre qui promet une prospérité future à l'Asie et au Pacifique ».

Le parti de M. Abe, le Parti démocratique libéral, est partagé sur la question de savoir si le Japon devrait se joindre au PTP. Le parti a énuméré l'agriculture du Japon, notamment le riz, le blé, l'orge, le bœuf, le porc, les produits laitiers et le sucre, ainsi que le régime de santé universel du Japon, comme des secteurs qui doivent être protégés lors des négociations.

Lors de la conférence de presse du 15 mars, M. Abe a promis de le faire, en gardant ces secteurs au cœur de la stratégie de négociation du Japon, mais il n'a pas précisé si le Japon se retirerait du PTP si ces secteurs ne sont pas mis à l'abri des pourparlers.



« [TRADUCTION] L'effet économique découlant d'une élimination des tarifs sera évalué et simulé uniformément par le gouvernement japonais », a déclaré M. Abe.

Renvoyant à une étude qui estime que la valeur de la production agricole du Japon diminuera de 3 billions de yens à la suite de son adhésion au PTP, M. Abe a déclaré que ces estimations sont fondées sur « [TRADUCTION] des hypothèses irréalistes selon lesquelles tous les tarifs seront éliminés immédiatement, sans qu'aucune contre-mesure ne soit prise sur le plan intérieur ».

« Cependant, dans la réalité, (...) on ne ménagera aucun effort pour réduire le plus possible les effets néfastes, notamment l'attention spéciale qu'on accorde aux produits sensibles du Japon (...) et même dans l'hypothèse où tous les tarifs seront réduits à zéro, l'économie japonaise devrait globalement en retirer des avantages nets », a déclaré le premier ministre.

Il a reconnu qu'il sera difficile pour le Japon de renverser la situation dans les secteurs des pourparlers dans lesquels des ententes ont déjà été conclues. « C'est une dure réalité, a-t-il déclaré, qui ne laisse pas beaucoup de temps au Japon pour se joindre aux négociations ».

Le Japon étant la troisième économie en importance du monde, M. Abe est convaincu qu'il peut influencer les négociations lorsqu'il fera partie du PTP, et assumer le leadership pour la rédaction de nouvelles règles.

« [TRADUCTION] Ce que nous devons craindre, c'est l'inaction, d'être exagérément craintifs et timorés, d'être dans un état d'esprit qui nous porte à hésiter à réaliser des avancées, » a déclaré le premier ministre japonais.

L'USTR n'a pas tardé à faire des commentaires au sujet de l'annonce. Le représentant au Commerce des États-Unis par intérim, M. Demetrios Marantis, qui remplace le représentant au Commerce des États-Unis sortant, M. Ron Kirk, a accueilli « [TRADUCTION] l'importante annonce du premier ministre Abe comme exprimant officiellement l'intérêt du Japon à se joindre aux négociations du Partenariat transpacifique ».

« Depuis le début de l'année dernière, les États-Unis ont engagé avec le Japon des consultations bilatérales sur le PTP au sujet d'enjeux préoccupants pour les secteurs de l'automobile et de l'assurance et d'autres mesures non tarifaires et effectue également du travail au sujet du respect des plus hautes normes du PTP », a déclaré M. Marantis.

Le Japon entamera à présent une série de consultations avec les 11 pays du PTP. Il ne devrait pas se joindre aux pourparlers avant juillet au plus tôt. Cependant, la plupart des observateurs pensent que le Japon ne siégera probablement pas à la table des négociations du PTP avant la série de fin août/septembre.

Le président du groupe de négociation sur la FE de l'OMC prévient que les progrès sont « trop lents » pour que l'on conclue un accord à Bali

Le groupe de négociation sur la facilitation des échanges (FE) s'est réuni pendant la semaine du 11 mars pour essayer de faire avancer l'un des enjeux qui devraient être présentés à la Conférence ministérielle (CM9) de Bali du 3 au 6 décembre. Le président du groupe de négociation, l'ambassadeur Eduardo Ernesto Sperisen-Yurt du Guatemala, a mis en garde que les progrès réalisés lors de ces négociations sont trop lents pour que l'on parvienne à une entente à temps pour la CM9, étant donné que de nombreux points de désaccord perdurent dans le projet de texte.

Les membres sont convenus avec l'évaluation du président, qui a proposé un changement de tactique en nommant quatre « Amis du président » – les ambassadeurs Michael Stone (Hong Kong), Mario Matus (Chili), Remigi Winzap (Suisse), et Yonov Frederick Agah (Nigéria) – afin qu'ils examinent le tableau plus vaste, loin du « processus dirigé par des animateurs », dans le cadre duquel des animateurs d'environ 17 pays membres ont essayé de réaliser des progrès en examinant le texte article par article.

Les quatre Amis du président seront chargés de mener des consultations, sous l'égide globale de l'ambassadeur Sperisen-Yurt, sur les principales pierres d'échappement du projet de texte qui empêchent les animateurs de réaliser des progrès pour nettoyer les crochets, dont il en reste encore 650.

Entre-temps, plusieurs textes révisés émanant du « processus dirigé par les animateurs » ont été adoptés et seront intégrés à la 15^e révision du texte des négociations sur la FE codifié qui doit être diffusé bientôt.

Genève en bref

- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 26 mars, 4 septembre, 12 novembre 2013
- Rapport du groupe d'experts : « Définir l'avenir du commerce », début avril 2013
- Séance informelle du CNC (bilan de Bali), 11 avril 2013
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 20-21 avril 2013
- Conseil général, mai, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- XVII^e série du PTP, 15-24 mai 2013, Lima
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca,. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254













